

# Dérapiage du déficit : une « dream team » d'experts pour plancher sur les prévisions de Bercy

## COMPTES PUBLICS

**Les ministres de l'Économie et du Budget ont lancé jeudi un comité scientifique pour plancher sur les prévisions budgétaires françaises.**

Neuf cerveaux de plus s'apprêtent à se pencher sur les écarts massifs et répétés entre les prévisions budgétaires et la réalité des comptes publics. Alors que la question fait déjà l'objet d'une mission au Sénat, d'une commission d'enquête de l'Assemblée nationale qui commencera en décembre, d'un travail de la Cour des comptes pour son futur rapport annuel sur le budget de l'État et d'une mission de l'Inspection générale des finances (IGF),

les ministres de l'Économie, Antoine Armand, et du Budget, Laurent Saint-Martin, ont officiellement lancé jeudi le « comité scientifique en matière de prévision des finances publiques ». Antoine Armand en avait annoncé la création début novembre, dans une interview aux « Echos ».

**Neuf économistes et experts** La réunion inaugurale s'est tenue jeudi matin. Neuf économistes et experts des finances publiques, dont une seule femme, composent ce nouveau comité, qui mêle les expertises du monde de la recherche, d'organismes de prévision comme l'Insee ou la Banque de France, et du secteur privé. Leur travail a vocation à nourrir un plan d'action, qui doit être annoncé par Bercy mi-décembre.

Parmi eux, Laurent Bach, professeur à l'Essec et membre de l'Institut

des politiques publiques, François Ecalte, président de Pipeco, Olivier Garnier, directeur général chargé des statistiques, études économiques et relations internationales à la Banque de France, Xavier Jaravel, professeur à London School of Economics, Camille Landais, président délégué du Conseil d'analyse économique, Valérie Plagnol, présidente du Cercle des épargnants, Xavier Ragot, le président de l'OFCE, Ludovic Subran, l'économiste en chef d'Allianz, et enfin Jean-Luc Tavernier, le directeur général de l'Insee.

Ces experts reconnus travailleront sur deux axes, selon le cabinet d'Antoine Armand. D'abord, comment améliorer la qualité des prévisions macroéconomiques dans un contexte qualifié « d'assez évolatif », et qui pourrait justifier des évolutions de méthode ?

Le déficit public indiqué pour 2024 dans le projet de loi de finan-

ces de fin de gestion atteint 6,1 % du PIB, loin de la prévision de 4,4 % du PIB inscrite dans le projet de loi de finances (PLF) l'an passé. Les recettes fiscales, inférieures de 41,5 milliards d'euros environ cette année par rapport aux projections du PLF 2024, intéresseront sans doute le comité. Sur ces écarts de prévision, la mission de l'IGF, focalisée sur l'assistance au travail des différentes directions de Bercy, sera complémentaire à celle du comité scientifique, assure le cabinet de Laurent Saint-Martin.

### Plan d'action mi-décembre

Second axe de travail : comment améliorer en cours d'année le suivi de l'évolution budgétaire et sa transparence, pour apporter un maximum de visibilité à toutes les parties prenantes, dont le Parlement ?

Bercy rappelle qu'un grand nombre d'informations sont déjà ren-

dues publiques, notamment les recettes et dépenses mensuelles de l'État et des collectivités. « Les ministres souhaitent voir ce qui pourrait être travaillé pour renforcer la clarté de l'information, pour la meilleure appropriation possible », indique le cabinet de Laurent Saint-Martin. Sur ce point, lors de son

audition devant la mission du Sénat, l'ancien ministre de l'Économie Bruno Le Maire a proposé que soient transmises en temps réel toutes les notes de prévision du Trésor et de la DGFiP aux présidents et rapporteurs généraux des commissions des Finances du Sénat et de l'Assemblée nationale. — S. L.

RETROUVEZ  
**LE DÉCRYPTAGE  
DE L'ÉCONOMIE DE  
DAVID BARROUX  
TOUS LES JOURS  
À 7H55**

LesEchos



Et votre journée devient plus belle